

Le 5 juin 2023

Unité Interdépartementale 39-71
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-Saunier

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

VERALLIA FRANCE

rue André Chenier - BP 80050
71100 Chalon-sur-Saône

Références : FC/MT/2023/L_206
Code AIOT : 0005401220

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement VERALLIA FRANCE implanté 27 RUE ANDRE CHENIER #468 71100 Chalon-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE
- 27 RUE ANDRE CHENIER #468 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT : 0005401220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de bouteilles en verre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°1	Décision d'exécution du 28/02/2012, article MTD 14	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Inspection du 23/11/2021 : non-conformité n°1	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.2.4.2	Susceptible de suites	Sans objet
3	Inspection du 23/11/2021 : non-conformité n°2	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.3.9.1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°4	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.4	Susceptible de suites	Sans objet
9	Sécheresse	AP Complémentaire du 12/06/2020, article 3.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°2	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.3.9.1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°3	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 9.2.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Sécheresse	AP Complémentaire du 17/06/2020, article 2.1	/	Sans objet
8	Sécheresse	AP Complémentaire du 12/06/2020, article 3.1.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Durant cette inspection, 2 non-conformités ont été relevées et 3 demandes de compléments ont été formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°1

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 28/02/2012, article MTD 14
Thème(s) : Risques chroniques, Production de déchets solides
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant devra justifier que le brûlage des boues issues du curage dans ses fours ne présentent pas de dangers ou d'inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement
Constats : RAPPEL DU CONSTAT : L'exploitant indique ne pas avoir travaillé sur ce point. L'inspection rappelle le jour de la visite la nécessité de le faire. Demande complément n°1 : Afin de pouvoir faire appliquer la MTD 14, section v de la décision d'exécution de la commission européenne sur le site, l'exploitant devra justifier que le brûlage des boues issues du curage dans ses fours ne présente pas de dangers ou d'inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, notamment en matière de prévention de la pollution atmosphérique. En particulier, l'exploitant devra justifier que seules les boues de curages issues de la décantation du mélange « eau » et « Calcin » sont remises dans le four. Par courrier du 3 juin 2022, l'exploitant indique réintroduire dans ses fours certains déchets solides issus de la production du verre conformément aux conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) pour la fabrication du verre et au point 1.1.6 de la directive 2010/75/UE du Parlement européen. En complément, il indique qu'il va procéder à une caractérisation des boues et qu'il ajustera les paramètres de suivi des contrôles semestriels si certains paramètres ne font pas l'objet de suivis. NOUVEAU CONSTAT : L'exploitant indique que cette caractérisation des boues n'a pas encore été réalisée car seule une petite partie des boues produite est envoyée dans le four (proportion de boue faible selon l'exploitant : seul le four 3 permet de réenfournier des boues pour des questions de couleur de verre, cela correspond à environ 1 tonne par jour). Le reste des boues (environ 285 tonnes par an en moyenne selon l'exploitant) est évacué dans une installation de stockage de déchets à Longvic. L'inspection rappelle la nécessité de procéder à cette caractérisation des boues malgré la faible proportion de boues envoyés dans les fours afin de justifier que le brûlage de ces dernières ne présentent pas de dangers ou d'inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. CONSTAT NON SOLDE
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Inspection du 23/11/2021 : non-conformité n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
Constats : RAPPEL DU CONSTAT : L'exploitant indique le jour de la visite qu'une étude et un chiffrage ont été réalisés dans le but de solder la non-conformité mise en évidence par l'inspection. <p>L'Inspection rappelle la nécessité de mettre en place ces dispositifs en particulier au niveau des points de rejets qui véhiculent ou peuvent véhiculer des eaux polluées ou potentiellement polluées.</p> <p>Non-conformité n°1 : Absence de système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur</p> <p>Par courrier du 3 juin 2022, l'exploitant indique qu'une étude de mise en conformité doit être réalisée sur ce point.</p> <p>Il précise que cette étude sera transmise à l'inspection avec un échéancier de réalisation au plus tard le 31/12/2022.</p> <p>NOUVEAU CONSTAT : l'exploitant indique le jour de la visite avoir passé commande auprès de la société SADE en janvier 2023 pour la fourniture d'une étude prévue pour fin 2023 sur la conception et la réalisation d'un bassin qui permettrait de collecter l'ensemble des eaux pluviales (EP) de l'établissement.</p> <p>Un budget de 1,5 M€ a été débloqué pour la réalisation de l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de mettre en place un dispositif maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.</p> <p>CONSTAT NON SOLDE</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Inspection du 23/11/2021 : non-conformité n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Respect de la valeur limite fixée au point de rejet n°EU1 sur le débit
<p>Constats : RAPPEL DU CONSTAT : Par courrier électronique du 10/11/21, l'exploitant indique avoir procédé à l'étalonnage de son débitmètre et que le dépassement constaté ne provenait pas d'un problème en lien avec cet appareil.</p> <p>Par courrier électronique du 17/12/21, l'exploitant indique :</p> <p>1/ avoir établi un plan d'action en passant par la réalisation d'un audit des circuits le 28/11/2021 par la société Elmatec.</p> <p>2/ que les membranes de ses osmoseurs s'étaient dégradées avec le temps et impactaient la qualité de l'eau du process. Pour y remédier, provisoirement, l'exploitant indique avoir augmenté les fréquences de nettoyage ce qui se répercute sur les volumes d'eaux rejetés. Pour corriger cette situation le remplacement des membranes a été commandé et le délais de réalisation était estimé pour fin février.</p> <p>3/ que le volume d'eau apporté dans les bassins d'eau calcin est trop important et génère des rejets vers EU1 par débordement. Les deux sources majeures d'apport d'eaux dans les bassins calcin sont les eaux de rinçage des osmoseurs, et l'eau provenant de la déconcentration de notre circuit. Pour supprimer ces apports d'eaux qui sont des eaux propres, l'exploitant indique qu'il souhaite l'accord de l'inspection pour les orienter vers le circuit d'eau pluviale ce qui peut représenter un volume journalier de 200 m3.</p> <p>4/ que l'audit réalisé par la société Elmatec met en avant que ses installations de filtration des eaux pompées dans la nappe sont dégradées. Aussi, un remplacement des charges filtrantes doit être réalisé et est en cours d'étude pour permettre de limiter l'encrassement des membranes et la sur consommation nécessaire pour leur nettoyage.</p> <p>L'exploitant confirme enfin le jour de la visite que le changement de membrane été réalisé début février 2022.</p> <p>L'inspection formule alors les observations suivantes:</p> <p>Concernant le point 1/ : L'exploitant confirmera que la prestation de la société Caudrelier a bien été réalisée et indiquera à l'inspection quelles suites ont été données à cette prestation.</p> <p>Concernant le point 3/ : par courrier électronique du 03/01/22, l'inspection a déjà formulé l'observation suivante à la demande d'accord formulée par l'exploitant : "La transmission des éléments justifiant notamment que les eaux de déconcentration peuvent bien être envoyées dans un réseau d'eau pluviale et que ce réseau est apte à recevoir et acheminer ce type d'effluent pourra conduire l'inspection à proposer à Monsieur le Préfet de Saône et Loire un projet d'arrêté préfectoral complémentaire permettant d'acter cette modification". L'inspection indique le jour de la visite ne pas avoir eu de retour à cette demande de justificatif.</p> <p>Concernant le point 4/ : l'exploitant doit préciser les délais de réalisation prévus pour le remplacement des charges filtrantes.</p> <p>Dans l'attente de ces différents éléments, l'inspection indique que la non-conformité formulée</p>

lors de la précédente visite ne peut être soldée.
Non-conformité n°2 : Non-respect de la valeur limite fixée au point de rejet n°EU1 sur le débit
Par courrier du 3 juin 2022, l'exploitant indique que sa priorité reste la conformité sur les rejets d'eaux de l'usine.
NOUVEAU CONSTAT : dans le cadre des travaux d'isolement des réseaux de collecte (cf. point de constat précédant), l'exploitant indique qu'un bassin va être mis en place et que ce dernier pourrait permettre de stocker les eaux et de lisser le rejet afin de respecter le débit de rejet en sortie.
L'inspection constate des non-conformités récurrentes dans les déclarations GIDAF de l'exploitant. Il lui rappelle la nécessité de mettre en place un plan d'action et de transmettre l'ensemble des éléments permettant de justifier progressivement à un retour à une situation réglementairement satisfaisante. En parallèle, il est précisé qu'un arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé au préfet de Saône et Loire afin de mieux encadrer la surveillance des rejets de l'exploitant au regard des évolutions réglement
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Transmission des résultats des analyses effectuées depuis 2020 au niveau des points de rejet n°EP 1 à 10 et ED 1 à 6
Constats : RAPPEL DU CONSTAT : Demande de complément n°2 : Transmettre les résultats des analyses effectuées depuis 2020 au niveau des points de rejet n°EP 1 à 10 et ED 1 à 6. Par courrier du 3 juin 2022, l'exploitant transmet les résultats d'analyses effectués. Il précise que certains contrôles n'ont pas été réalisés et feront l'objet d'un nouveau contrôle en juin 2022 qui sera transmis dès réception. NOUVEAU CONSTAT : L'inspection indique le jour de la visite ne pas avoir reçu les résultats de ces contrôles. Ces derniers sont transmis en séance par l'exploitant.
Observations : Au regard des projets d'isolement des réseaux de collecte, de création de bassin tampon et des dispositions réglementaires actuellement applicables, l'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de procéder à une nouvelle analyse sur l'ensemble des points de rejet de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Transmission des résultats des analyses effectuées depuis 2020 au niveau du point de rejet n° EU1
Constats : RAPPEL DU CONSTAT : Demande de complément n°3 : Transmettre les résultats des analyses effectuées depuis 2020 au niveau du point de rejet n° EU1 sur les paramètres Phosphore, Azote, Fluorures, Arsenic, Plomb, Nickel, Fer, Indice Phénols et AOX Par courrier du 3 juin 2022, l'exploitant transmet ces résultats d'analyses. CONSTAT SOLDE
Observations : L'inspection indique le jour de la visite que les résultats d'analyses effectuées au point de rejet n°EU1 ne sont pas systématiquement transmis via GIDAF. Sur les 12 derniers mois, les mois de juin 2022, septembre 2022, décembre 2022, janvier 2023, février 2023 et mars 2023 n'ont pas été saisis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.
<p>Constats : RAPPEL DU CONSTAT : Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que l'électrofiltre a été finalement arrêté 18 jours, soit 1 jour de moins que ce qui était prévu initialement.</p> <p>L'inspection formule alors les observations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'estimation des rejets de l'exploitant doit être revu en prenant en compte un temps d'arrêt de 18 jours ; - l'hypothèse selon laquelle les métaux sont rejetés de la même façon avec ou sans filtration n'apparaît pas pertinente. L'exploitant devra donc revoir ses calculs et les baser sur une mesure amont effectuée en sortie de cheminée sans filtration (comme par exemple la mesure réalisée en octobre 2019); - la quantité de mercure émise doit être justifiée ou majorée, ce métal étant surtout sous forme gazeuse, et donc a priori peu affecté par l'arrêt de l'électrofiltre; - il est constaté que la quantité de poussières, et surtout de métaux lourds émise pendant une durée de 456h d'arrêt est égale à la quantité émise le reste de l'année. Le flux émis est donc doublé du fait de cet arrêt longue durée; - l'intérêt du positionnement en flux spécifique (polluant par tonne de verre tirée) moyenné sur une année semble limité. L'exploitant doit évaluer ce flux à la journée conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral et estimer l'impact de ses rejets en les comparant aux hypothèses de son ERS; - l'inspection rappelle la nécessité de procéder à une actualisation de son ERS notamment sur les paramètres Baryum et Sélénium qui disposent de VTR contrairement à ce que l'exploitant a mentionné dans son étude de 2019; - l'inspection rappelle la nécessité de transmettre un plan prévisionnel de maintenance (pluriannuel) afin d'identifier à long terme les interventions à réaliser sur le dispositif de traitement et de répartir ces interventions dans le volume des 250h annuel autorisé. <p>Non-conformité n°3 : Non-respect de la durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement fixée à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Par courrier du 3 juin 2022, l'inspection transmet une copie des échanges sur le sujet ainsi qu'une mise à jour de son calcul de rejets sans filtration pour la période de maintenance de son électrofiltre.</p> <p>Concernant l'analyse du Baryum, l'exploitant précise que ce composé ne rentre pas dans la composition du verre et qu'il ne paraît donc pas opportun de mettre à jour l'ERS sur ce paramètre.</p> <p>Concernant le Sélénium, il précise que cet élément rentre bien dans la composition du verre et qu'il va demander une mise à jour de l'ERS sur ce paramètre.</p> <p>Il indique dans ce courrier que la dernière maintenance de l'électrofiltre s'est déroulée du 28 février au 18 mars 2022 soit un total de 432 heures d'arrêt. Il précise qu'un retour d'expérience est en train d'être réalisé suite à cette intervention et que ce dernier sera transmis à l'inspection avec un plan d'action permettant de garantir une intervention n'excédant pas les 250 heures autorisées au plus tard le 30 juin 2022.</p>

<p>NOUVEAU CONSTAT : L'inspection formule alors les observations suivantes le jour de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise à jour de l'ERS sur le paramètre Sélénium n'a pas été transmise à l'inspection ; - le Sélénium dispose d'une VTR chronique mais pas de VTR sub-chronique. A défaut de VTR sub-chronique, et en prenant en compte le fait que les VTR chroniques sont normalement inférieures ou égales au VTR sub-chroniques, l'inspection demande à l'exploitant, dans une approche conservatrice, d'utiliser les VTR chroniques plutôt que de ne pas faire de calcul d'indice de risque. - le plan d'action permettant de garantir une intervention n'excédant pas les 250 heures autorisées n'a pas été transmis à l'inspection; <p>L'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que le plan d'action est en cours de réflexion pour 2023 ; - que le chantier pourrait être réalisé en 3x8 afin d'aller plus vite sur le volet maintenance ; - que l'objectif pour 2023 est de tenir les 250 heures d'indisponibilité annuelle. <p>CONSTAT NON SOLDE</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/06/2020, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le 20 juin 2020, l'exploitant élabore une procédure « sécheresse », tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et dans laquelle il explicite les différentes mesures mises en place (complétant celles définies au travers du présent arrêté), pour réduire les prélèvements et la consommation d'eau ainsi que pour limiter les rejets polluants et pour renforcer leur surveillance, et ce, à chaque niveau de restriction des usages de l'eau.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis cette procédure qui a été créée le 25 juin 2020.</p> <p>Par courrier électronique du 3 août 2022, l'exploitant transmet le programme de prévention en lien avec sa procédure sécheresse.</p> <p>Ce programme contient les différentes mesures mises en place pour réduire les prélèvements et la consommation d'eau ainsi que pour limiter les rejets polluants et pour renforcer leur surveillance, et ce, à chaque niveau de restriction des usages de l'eau.</p>
ABSENCE D'OBSERVATION
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/06/2020, article 3.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Adaptation des prescriptions sur les prélèvements d'eau en cas de sécheress
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le 20 juin 2020, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une synthèse de l'historique des efforts mis en place jusqu'à présent afin de réduire les consommations d'eau (investissement, infrastructure, adaptation de la production, restriction...).
Constats : L'exploitant a transmis une synthèse de l'historique des efforts mis en place jusqu'à présent afin de réduire les consommations d'eau. Cette dernière n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. ABSENCE D'OBSERVATION
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/06/2020, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic des consommations et étude technico-économique de réduction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un retour d'expérience au vu de l'épisode de sécheresse des années 2018 et 2019. • un diagnostic détaillé des consommations d'eau des processus industriels ou pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...) ; • une étude technico-économique sur les solutions possibles de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution et/ou rejets aqueux dans le milieu. Ces réductions peuvent être pérennes ou temporaire lors des épisodes de sécheresse, avec graduation en fonction du niveau d'alerte. <p>Le diagnostic ci-dessus comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom de la nappe captée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ; • les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ; • les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ; • les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ; • les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ; • toutes dispositions supplémentaires temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique. <p>L'étude technico-économique doit étudier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en place d'actions d'économie d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités. Doivent être distinguées les actions pérennes qui permettent de limiter les consommations d'eau dans le milieu, des actions à mettre en place en cas de crise hydrologique ; • en cas de rejets directs dans le milieu naturel, toutes limitations possibles des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit du milieu récepteur ; • en cas de rejets directs dans le milieu naturel, les rejets minimums qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités, dans le respect des exigences de qualité applicables à ce cours d'eau. <p>Ces actions de gestion des prélèvements et des effluents sont proposées avec un échéancier et une évaluation technico-économique.</p> <p>Constats : Le diagnostic et l'étude technico-économique transmis par l'exploitant par courrier du 8 février 2021 amène l'inspection à formuler le jour de la visite les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le diagnostic ne comprend pas d'estimation des pertes d'eau dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise; - les propositions de l'étude technico-économique sont incomplètes notamment en terme de mise en place d'actions d'économie d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits

de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités.

Constat n°1-13042023 : Demande de complément : - Compléter le diagnostic qui ne comprend pas d'estimation des pertes d'eau dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ;

- Compléter l'étude technico-économique en proposant de nouvelles mesures de mise en place d'actions d'économie d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités. Ces actions de gestion des prélèvements et des effluents devront être proposées avec un échéancier ou une évaluation technico-économique permettant de justifier l'impossibilité de mettre en place l'action proposée.

- Confirmer à l'inspection que les actions programmées entre les années 2020 et 2021 ont bien été mises en place et que celles projetées sont toujours à l'étude. Dans le cas contraire, une évaluation technico-économique permettant de justifier l'impossibilité de mettre en place l'action programmée ou en projet devra être transmise.

- Compléter l'étude technico-économique au regard des études en cours et à venir en terme d'isolement des réseaux de collecte et d'amélioration de la qualité des eaux rejetées sur le site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet